

## DÉBAT

**Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard**

Those are the medium and long-term views. The question now is what do you do when the last remaining countries have closed? Sweden was the last country to accept refugees and it has closed, and Germany is approaching the point of being unable. What do we do in the immediate future, with all the thousands that will arrive? They are now in your part of the world, walking North, so there is an immediate, urgent problem for the near future. Then we have the structural questions that Hubert Védrine rightly raised. Would you like to add something there?

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

D'abord, c'était lumineux d'entendre tous ces ajouts, en particulier la question essentielle posée par le ministre, Hubert Védrine. Est-on obligé de choisir entre la force, c'est-à-dire la fermeture, et l'accueil, la générosité ? En fait, il ne faut pas choisir l'un ou l'autre. Mon sentiment c'est que l'on ne peut être généreux que si l'on est fort, si on peut donner quelque chose. Le principe même de ce que l'on essaie de construire c'est effectivement d'être cohérent avec les valeurs qui ont poussé à créer l'Europe. Or ce sont des valeurs qui au départ étaient connues, mais qui en fait sont des valeurs qui se tournent vers l'inverse de ce qu'a été la guerre.

Ce qui m'inquiète, c'est qu'en 1938, il y a eu une conférence à Evian. Je suis allé à Evian il y a deux mois, dans le même hôtel où il y a eu cette conférence de 1938 sur les réfugiés. L'enjeu était d'essayer de récupérer 600 000 juifs qui étaient en Allemagne. Tout le monde s'est un peu bagarré pour savoir ce qu'on faisait et il en est sorti une seule chose, c'est la création du HCR que l'on ne voit absolument pas. Et là, vous avez raison de dire que ce n'est pas seulement une question européenne. Le HCR, après tout, devrait pouvoir être concerné et permettre que des pays qui pourraient accueillir ailleurs qu'en Europe puissent être en jeu. La seule chose qui est ressortie de cette conférence d'Evian c'est, je crois, 600 juifs accueillis par Saint-Domingue, mais pas forcément pour des bonnes raisons.

Donc on voit que c'est une question qui est très ancienne. Que fait-on des personnes qui ne peuvent pas être là où elles sont et qui ont droit à la même dignité que n'importe qui et dont on doit collectivement assumer la charge ? Je vous remercie d'avoir rappelé cet enjeu majeur de pouvoir les ramener, pour ceux qui espèrent vivre leur foi, leur engagement sur leur terre. C'est aussi un engagement à long terme – à moyen terme, nous en avons parlé – de pouvoir sécuriser les espaces afin de réinstaller les gens chez eux.

**Riad TABET, président de Berit International Holding SA**

Le débat est très intéressant, mais j'ai l'impression que vous faites du problème un problème européen. Le problème du fait de refuser n'est pas un problème européen et pour éviter qu'il soit un problème européen, il faut aller le régler sur place.

Il y a un million et demi de réfugiés au Liban, il y en a un million en Irak et il y en a autant en Jordanie. Si vous voulez faire acte de générosité, aidez ces pays à supporter les réfugiés qui sont là-bas, en attendant de voir ce qu'il va se passer. Si vous le faites, vous éviterez qu'ils viennent en Europe, car ceux qui viennent en Europe viennent du réservoir que sont les réfugiés là-bas. C'est le premier point.

Deuxième point, on a parlé de souks de Beyrouth où l'on fabrique des passeports. Je vous fais remarquer que ceux qui viennent faire du terrorisme en Europe, ce sont des Européens. On n'a pas besoin de fabriquer un passeport pour



venir faire un acte terroriste en Europe. Il faut gérer et régler le problème des Européens qui vont là-bas et qui reviennent pour faire des actes de terrorisme.

Troisièmement, il me semble qu'il y a un problème de communication et de compréhension de populations de cultures différentes ou de milieux différents. Effectivement, il y a un problème de dialogue au niveau des valeurs.

Actuellement, ce qui gère cet aspect des choses, c'est la Charte universelle des droits de l'homme. Or la Charte universelle des droits de l'homme n'a pas été acceptée par tout le monde. L'organisation des pays islamiques y a mis une condition. Ils acceptent la Charte des droits de l'homme dans la mesure où ses éléments ne sont pas contraires à la charia.

Donc, il y a à compléter cette Charte universelle des droits de l'homme, à mon avis, par une charte des valeurs communes. Il faut trouver une charte des valeurs communes à toutes les civilisations et religions, et cela peut se trouver. C'est ce que Edgar Faure, dans le temps, avait appelé la commensurabilité culturelle. Voilà un chantier sur lequel il faut se pencher. Merci.

**Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard**

Merci.

**Mona MAKRAM-EBEID, sénatrice égyptienne et membre du comité constitutionnel du Sénat**

Je voudrais reprendre un peu ce que Monsieur Védrine et Monsieur Korsia ont dit sur le droit d'asile, et je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'aujourd'hui il y a une émigration forcée des chrétiens de l'Orient. C'est une question sur laquelle la communauté internationale ne s'est pas assez penchée.

Deux millions de chrétiens syriens ont fui vers les États-Unis, l'Europe et l'Australie. Un million et demi d'Irakiens chrétiens ont fui également vers le Kurdistan après la prise de Mossoul par Daech. Mais il faut voir aussi ce qu'on leur impose.

Et n'oubliez pas surtout les 21 Égyptiens, les pauvres, dont la tête a été tranchée au début de l'année parce qu'ils étaient chrétiens. Cela rentre exactement dans le contexte de ce que Monsieur Védrine a dit, ce sont des gens persécutés. On ne peut pas faire mettre tout le monde dans le même panier.

Je voudrais vous dire quelles sont les conditions qu'on leur impose. C'est payer la *djizya*, ce qui est une taxe imposée qui s'élève à je ne sais plus combien de grammes d'or. Et la seconde, c'est la conversion vers l'islam ou être chassé du pays. Merci.

**S.A.S. le Prince Michael de Liechtenstein, fondateur et président de Geopolitical Information Service SA**

I am Michael of Liechtenstein. I looked at this crisis as a businessman and more from an economic and overall market view. I agree with all the humanitarian things, but in actual fact, we have an ageing population in Europe and a demographic deficit, which has only a limited relevance to refugees. We have a high demographic surplus in the South, mostly in Africa, so we will experience more immigration. This refugee crisis is only the beginning of it. We have to think about what we can do with that in Europe, because we will get it and we will get people into the countries, and we need them.

The best integration is integration through work and putting these people to work. We have one big problem, which is also one of the sources of our youth unemployment problem in some of the European countries. This is an over protection of labour and the workplace. As a businessman, I would not invest in a number of European countries, simply because the labour laws are so protective that I do not want to employ people anymore. We do not just need skilled people and we also need unskilled people here in Europe. I do not want to put people through some sort of

economic slavery. However, we have to think about making our labour laws more flexible. We can get these people into the working process and that is also the best way to integrate them.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

En deux mots, je voudrais répondre à la question de Monsieur sur les valeurs. Chacun pourrait avoir évidemment sa vision des valeurs. Je crois qu'elles sont fondamentalement au nombre de deux. La première, c'est la valeur essentielle de la vie. Je ne vais pas plagier la Bible, la Bible dit dans Deutéronome : « vois, si je place devant toi la vie et la mort, tu choisiras la vie » il y a vraiment une valeur essentielle dans notre société qui est la vie. Veut-on la vie ou pas ?

La deuxième, c'est le dialogue. Je voudrais remercier Thierry de Montbrial de nous permettre de dialoguer ce n'est pas uniquement le fait d'échanger des opinions, c'est que face à la violence et notamment la violence des attentats, du terrorisme et face au monde d'aujourd'hui qui privilégie l'image, on voit bien les gens littéralement collés à la télévision, à la radio, dans l'incapacité de sortir de la violence d'une image. Je reprendrai une image biblique qui est celle de Dieu qui demande à Loth, alors que Sodome et Gomorrhe est détruite, de ne pas regarder en arrière. La femme de Loth se retourne et devient une statue de sel. J'ai le sentiment qu'aujourd'hui, nous devenons tous des statues de sel, dans l'impossibilité de parler. Nous sommes sidérés par la violence qui nous empêche de penser. Là nous sommes dans une configuration où nous avons la chance de pouvoir échanger.

Donc nous avons deux valeurs à partager, la vie et l'échange, le dialogue, le respect de la parole de l'autre. Au-delà de cela, tout le reste n'est que commentaire.

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Très rapidement, j'aimerais exprimer mon accord surtout avec ce qu'Hubert Védrine a dit, je pense que pour gérer la situation il faut absolument que les frontières de Schengen soient bien défendues, bien régulées et même peut-être faudra-t-il penser à certaines situations spéciales comme celle des îles grecques et de la Grèce pour s'accommoder de ce besoin.

Sur les questions à long terme, comme l'a dit Monsieur qui est un homme d'industrie, à long terme il y a beaucoup de choses qui peuvent se régler. En fait, l'Europe a absolument besoin d'immigration, c'est clair, sinon démographiquement cela jouera contre l'Europe. On ne pourra pas gérer la politique interne des pays si l'on n'arrive pas à empêcher – on ne pourra peut-être pas l'empêcher à 100 % – la menace terroriste qui pèse actuellement et de façon imminente. Si elle se réalise, tous vos discours, je regrette, auront peu de poids dans la politique européenne.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

Non, pardon, par contre...

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Laissez-moi finir, je suis tout à fait pour les valeurs.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

Je dis que les valeurs ne marchent que quand ça chauffe. N'importe quel imbécile peut être heureux quand tout va bien.

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

S'il y a un deuxième attentat de type Paris à Paris ou un troisième à Berlin, je vous assure que ce ne sont pas les belles valeurs que nous partageons tous qui vont triompher.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

Vous avez raison, tout à l'heure quand vous parliez en gros de la théorie de Hobbes, on attribue une part de notre liberté à l'Etat en contrepartie de la sécurité, vous avez 100 % raison, c'est ce qu'il se passe et il faut le faire de manière préventive.

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

C'est tout ce que je dis.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

En même temps, c'est quand ça devient difficile qu'il faut marteler des valeurs parce que sinon...

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Mais ça, c'est à vous de le faire.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

A nous tous.

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

A nous tous, il n'empêche qu'il faut regarder la réalité en face. Je serais tout à fait pour la générosité, pour l'ouverture et pour tout ça, mais quand un danger tel qu'il se présente aujourd'hui est là, il faut être réaliste. Quand on n'est pas réaliste, on ne peut la gérer. Je crois qu'Hubert a bien décrit la situation. Il faut aller de l'avant, mais dans les deux choix de Monsieur Karaganov, je crois que le seul vrai choix est celui d'une Europe beaucoup plus unie. L'autre choix est peut-être un deuxième choix, mais elle sera peut-être impuissante face au monde et elle ne pourra être un bon partenaire ni pour la Russie ni pour les Etats-Unis. Le vrai choix est celui d'une Europe unie et ceux qui ne veulent pas aller de l'avant, je pense qu'il faut les confronter sur cette question.

**Vuk JEREMIC, président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), ancien président de l'Assemblée générale de l'ONU, ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie**

I fully agree with Dr Dervis on the need for achieving a united Europe, and so let us for a moment look at the three players that are the most significant in many ways in the EU context. These are Great Britain, France, and Germany. They are all now looking in their own direction. The United Kingdom is obsessed with the referendum question and the political class spends most of its time dealing with the referendum debate. France is fully consumed with a dramatic security situation. And Germany is turning increasingly inward, rightfully embittered at the lack of solidarity when it comes to dealing with the refugee issue. All three actors are turning in their own direction, and this could be disastrous.

And then you have Brussels, which comes across as toothless and which has difficulty in persuading people to take up shares of to 160,000 refugees at the moment, when Lebanon has one and a half million and Turkey has two million. The European Union is, arguably, a slightly bigger international player than Lebanon yet it cannot find a

way to cope with one-tenth of the refugees that the former has taken in. It is definitely something that we can do as Europe and it is something that we definitely should and I hope will do as Europe. It is key to think of who will lead and say, 'We have had enough of going in a disastrous direction and we need to change course.'

In my opinion, given the current realities of European politics, it is only France and Germany acting together, if they choose to act together. They *did* choose to act together in the case of the Greek crisis. Arguably, it was a different thing and in my opinion, the refugee crisis is a much more serious and threatening crisis for the future of Europe. France needs to take Germany by the hand. Germany is not terribly positively disposed towards international engagement, for reasons which are partly historical and political—but also personal, when it comes to some of the German leaders. France does not have that problem, but France and Germany together can and should catalyse Europe into acting as a prime actor and not a reactor to what is currently going on.

**Sergei KARAGANOV, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense, Russie**

I have two comments. First of all, I agree with Kemal Dervis and others that the best way is to have a united Europe. The problem is that EU is living through a particular period. It reminds me of the Soviet Union during the late Gorbachev's days. He was talking about more socialism, and everybody knew that it was unravelling. If we would have gone for more capitalism than socialism, the Soviet Union would have survived and become a cosier place than it is now, at this juncture.

If you cannot have a united Europe with an effective common security and common defence, etc., policy, delegate more authority to the states. Because they are more responsible and usually more effective. Now they are not responsible, because they have Brussels, so nobody knows where responsibility lies. The second issue is that in European debate, the issue of *Gastarbeiters* and refugees is totally mixed and it is an absolutely different issue. Somebody during our debates said that Russia has 15 million refugees, but these are *Gastarbeiters*, and that is a totally different type of a person. They come and work, and if they do not behave, they are thrown out, and that is it.

If Europe has a border, and I agree that you have to have a border which is defensible, then you invite people to work. If they behave well, then in the second generation, they will become your citizens. Other than that, you will be in trouble. Now you are inviting other people, and the debate is that they will bring a younger labour force. According to the latest estimates, only 10% of those who are now coming will be working constructively and effectively in five years.

**Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français**

Je voudrais que l'on fasse attention aux fausses pistes que l'on met en avant dans une ambiance de panique.

D'abord, c'est le pire moment pour relancer l'argument du déficit démographique en Europe. Si nous disons cela maintenant, dans ce contexte, si nous parlons des gens comme nous parlerions de tonnes de ciment ou de sacs de blé, en oubliant que ce sont des êtres humains avec leur comportement, leur religion, leur mentalité, cela aggrave dans les populations européennes l'idée d'une invasion démographique inintégrable. Ce n'est pas le moment! On peut dire, sur un plan économique étroit, que dans tel et tel domaine, on a besoin de gens, on peut expliquer que les Espagnols ne peuvent pas ramasser les tomates s'il n'y a pas de travailleurs marocains, etc. C'est le pire argument pour justifier l'asile ou l'immigration car, bien au-delà des extrêmes droites, dans les trois quarts des opinions, il y a la crainte d'une sorte d'invasion qui s'est installée, et qui mélange tout : les réfugiés, les migrants, etc. On peut trouver cette crainte absurde mais elle est là. Donc il ne faut pas se servir de cet argument maintenant. Il peut avoir une valeur, mais pas maintenant.

Deuxièmement, s'il faut attendre l'Europe unie, alors arrêtons de discuter! Jamais les Européens ne vont renoncer à ce qu'ils ont pu garder de souveraineté et d'identité. Comme la construction européenne, l'ambition fédéraliste a été présenté depuis 50 ans comme prévoyant la réduction des Etats-nations, dans la tête des gens, il y a un antagonisme entre les deux. Plus il y a d'Europe, moins il y a d'Allemagne, et jamais la cour de Karlsruhe ne va accepter cette idée, nous perdons notre temps. Il n'y a pas de chemin démocratique vers l'Europe fédérale, moins que jamais.



En revanche, je pense qu'il y a une vraie priorité: le rétablissement de la sécurité, priorité absolue, sinon tout ce que nous avons dit dans le premier tour de discussions, qui est très bien, à moyen et long termes, il va s'effondrer. Nous l'avons dit tout à l'heure. Quelqu'un a parlé d'état d'exception, je crois que c'est toi, Kemal, l'état d'exception dans toute l'Europe, ou l'état d'urgence, on appelle cela comme on veut, c'est un état égal. Tous les pays européens confrontés à cette situation auront besoin de ce cadre juridique sinon leurs polices n'arriveront pas à coopérer suffisamment, et la justice. Il faut rétablir l'Etat, il faut par exemple reconstruire un Etat belge qui s'est autodétruit. On a vu que dans les différentes communes de l'agglomération de Bruxelles, il règne une autonomie quasi complète et une quasi impuissance. Il ne faut pas attendre qu'il y ait "l'Europe unie" pour faire tout cela, il faut avancer sur ce terrain de la sécurité légale, comme l'Allemagne avait réussi à mettre fin à la bande à Baader en étant inflexible, mais dans la légalité constitutionnelle. A mon avis, c'est la priorité.

De même que l'on ne peut pas s'occuper maintenant de "reconfigurer le Moyen-Orient". C'est immensément souhaitable, mais nous en sommes incapables. Personne n'en est capable d'ailleurs, même pas les Etats Unis! Donc il faut suivre une chronologie, et des priorités. La priorité pour moi est de répondre à la question du rétablissement de la confiance et de la sécurité pour les populations européennes, et n'attendons pas des miracles extraordinaires d'institutions européennes, il faut combiner Europe et états nations.

Je vous signale que c'est le Parlement européen, donc l'institution la plus fédérale qui soit, qui a bloqué depuis des années les échanges de fichiers sur les passagers aériens. Cela a empêché les polices, qui coopèrent entre elles, de faire un travail préventif convenable. Cela va sauter, ils ne pourront pas tenir sur cette position. Il y a urgence, il me semble pour la conjoncture et le long terme, nous avons avancé des idées utiles.

**Pier ROSSI-LONGHI, chef de mission en Suisse, Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

I am Pier Rossl-Longhi from the International Organisation for Migration. I would like to speak very briefly about terrorism. We have seen that if terrorists need to move, they fly first class and they do not necessarily come with the flows. Then as already said by someone, most of them are second and third generation, and the radicalisation of these people happens because there is, for certain groups, a lack of integration perspectives. This is a lack of jobs among certain groups of now regularised migrant youth, which are second generation, as I said.

Number two, there is the choice between control and generosity, which the rabbi and others mentioned. It may be time to build walls and install border guards. Beyond the ideology of that, how do you manage the logistics of that when people are in line at these fences or swimming in the sea? We have seen the Italian Coastguard turning into lifeguards in the past few months and indeed years. Thirdly, regarding what Mr Védrine said on the asylum process in jeopardy, I certainly agree. However, the danger is that it has become the only registration system for migrants. We have seen that on the opposite side of the coin, because between the year 2000 and 2014, so the last 15 years, Europe spent 11.3 billion on deportation of 3.2 million foreigners. We have to see whether we can create some other registration processes which do not jeopardise the asylum system.

**Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard**

Should the European Union not make a major effort and invest billions in the recipient countries, like Turkey, Lebanon and Jordan, in order to slow down the present flow.

**Sergei KARAGANOV, président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense, Russie**

But you should understand the limited usefulness of this money. What about the flow from Africa, which is only starting? It will need not billions, but tens of billions, and you never know. How could you invest tens or hundreds of billions in a Libya, which is dysfunctional, as well as in Iraq and other countries? I do not think that could solve the problem.





**Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard**

It is true that we are not talking much about the flow from Africa in the present debate, although it is there and is likely to grow.

**Haïm KORSIA, Grand Rabbin de France**

Pour l'Afrique, c'est aussi une question de stabilisation des populations localement avec l'aide au développement, l'AFD pour la France a quelque chose comme un abaissement de 6 milliards d'euros par an, ce qui est quand même assez conséquent, avec des vraies politiques sur le long terme. Mais là, nous parlons d'une urgence. Sur le long terme, il faut travailler pour faire en sorte qu'il y ait une véritable coopération, des échanges pour que les gens, de là où ils sont, puissent construire quelque chose et se construire eux-mêmes un avenir.

Evidemment, nous parlons d'autre chose. Le ministre a parfaitement raison de rappeler que la question du réfugié, quelqu'un dont on veut attendre à la vie est une autre considération que quelqu'un qui dit simplement qu'il n'arrive pas à vivre décemment chez lui. C'est un autre principe. Effectivement, l'urgence est de s'occuper de ceux dont on veut attendre à la vie. Sur le long terme, il faudra effectivement faire en sorte d'encourager, d'aider autant que faire se peut la stabilisation des populations en Afrique parce qu'il y a un véritable développement africain qui est déjà lancé depuis très longtemps et qui montre de grandes réussites.

**Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

J'aimerais juste ajouter : il est vrai qu'aider le développement à long terme est une des dimensions, mais je crois qu'il faut aussi réfléchir un peu à tout le monde digital qui existe, qui soutient beaucoup de choses, qui mène à beaucoup d'erreurs.

Je pense que le développement de l'économie mondiale, ces pays vont se développer s'ils ont des structures de gouvernance convenables. Ce n'est pas l'aide européenne de 2 ou 3 milliards qui va développer l'Afrique ou n'importe qui. C'est la dynamique même de ces pays. Dans la dynamique de ces pays, c'est la gouvernance qui compte surtout. Il faut bien regarder qui est en train de soutenir la modération, le développement, la tolérance, la coopération et qui est en train à travers les prêches, le monde digital, de rendre la situation bien pire. Il faut regarder quels comptes Twitter se sont ouverts après Paris, je crois que quelqu'un l'a noté hier. Je vois qu'il faut vraiment regarder les choses en face et ceux qui incitent à la haine contre les religions, ceux qui incitent à la terreur, il ne faut pas leur vendre des milliards de dollars d'armes ou les considérer comme des personnes tout à fait raisonnables et avec lesquelles on peut discuter normalement.

**Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard**

That was a very nice concluding remark, so please join me in thanking our panel.